

AFRICAN UNION  
الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

---

*Addis Ababa, ETHIOPIA P. O. Box 3243 Telephone 517 700 Cables: OAU, ADDIS ABABA*

---

ALLOCUTION D'OUVERTURE DU DR Jean PING  
PRESIDENT DE LA COMMISSION DE L'UNION  
AFRICAINNE

16è SESSION ORDINAIRE DE LA CONFERENCE DE  
L'UNION AFRICAINE

Addis Ababa 30 Janvier 2011

*No 1 : (Version du 30 janvier 2011)*

**Monsieur Le Président de la République du Malawi, Président de l'Union Africaine,**

**Monsieur Le Président de la République Française**

**Madame et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,**

**Monsieur Le Secrétaire Général des Nations Unies,**

**Monsieur le Président de l'Assemblée Générale des Nations Unies,**

**Monsieur Le Vice Secrétaire Général de la Ligue des Etats Arabes,**

**Mesdames et Messieurs les Chefs de déléation,**

**Mesdames et Messieurs les Ministres,**

**Mesdames et Messieurs les Représentants du Corps Diplomatique et des Organisations Internationales,**

**Honorables Invités,**

**Mesdames et Messieurs,**

Permettez moi en tout premier lieu de saluer respectueusement cette auguste Assemblée et de renouveler à chacun et à chacune ici présent mes chaleureux souhaits de bienvenue ainsi que mes vœux les meilleurs pour la nouvelle année qui vient de commencer.

Je voudrais ensuite remercier sincèrement, le Gouvernement et le Peuple Éthiopiens pour les efforts qu'ils ont prodigués pour assurer comme à l'accoutumée, les meilleures conditions possibles à la tenue de nos assises.

Je tiens particulièrement à souhaiter la bienvenue à notre Invité d'honneur, le Président Nicolas SARKOZY, Président de la République française et Président du G20 et du G8, qui nous fait l'honneur de prendre part à notre Sommet. Nous l'écouterons avec beaucoup d'intérêt et d'attention lorsqu'il prendra tout à l'heure la parole.

Je suis tout autant heureux de souhaiter la bienvenue à tous nos autres hôtes et invités de marque qui nous font l'amitié de rehausser de leur présence nos sommets ; étant très nombreux, ils me pardonneront si je ne les nomme pas tous ; je citerai toutefois Monsieur Bank Ki-moon, Secrétaire Général des Nations Unies, Monsieur Joseph Deiss, Président de la 65ième Session de l'Assemblée Générale des Nations Unies, **[Monsieur Ben Ali, Vice Secrétaire Général de la Ligue des États arabes, Monsieur Mahmoud Abbas, Président de l'Autorité Palestinienne]** et Mme Ngozi Okonjo-Iweala, Directrice Général de la Banque Mondiale.



Je voudrais saisir cette même occasion pour réitérer mes félicitations et mes vœux aux Chefs d'Etat à qui leurs peuples respectifs viennent d'accorder ou renouveler leur confiance au cours de la période sous examen: S.E.M. Paul Kagame, Président de la République du Rwanda, S.E.M. Jakaya Mrisho Kikwete, Président de la République Unie de Tanzanie, S.E. M. Blaise Compaoré, Président du Burkina Faso, S.E.M Ikililou Dhoinine, nouveau Président de l'Union des Comores et S.E.M. Alpha Condé nouveau Président de la République de Guinée.

S'agissant de la Guinée, qu'il me soit permis de rendre un hommage appuyé à ce pays qui a su organiser, dans un court délai et sans accrocs majeurs, **après 52 ans d'indépendance**, une élection présidentielle libre et transparente remportée par le Professeur Alpha Condé, surnommé « l'opposant historique ». Je lui souhaite la bienvenue et lui renouvelle mes chaleureuses félicitations ; je voudrais également saluer l'attitude exemplaire de son concurrent, Monsieur Cellou Dalein Diallo, qui a reconnu la victoire de son adversaire. Je souhaite donc au Président Alpha Condé plein succès dans la lourde tâche qui l'attend et Bon Vent à la Guinée !

**Monsieur le Président,**

Un incendie s'éteignait en Guinée, un autre s'allumait en Côte d'Ivoire **tandis que la Tunisie s'embrasait**. Comme vous pouvez le constater, la période sous-examen a été marquée par des avancées **significatives** dans certaines situations, des impasses **préoccupantes et des troubles graves** dans d'autres. Chacun sait combien l'Union africaine a soutenu le processus électoral en Côte d'Ivoire. Les résultats de la consultation électorale de novembre 2010 n'ont malheureusement pas débouché sur la célébration de la démocratie et la paix et la sortie de crise tant **attendue**. **En effet, bien que M. Alassane OUATTARA ait été reconnu vainqueur des élections par la Communauté internationale, ces résultats n'ont pas été acceptés par toutes les parties**. D'où la situation bloquée que nous vivons et que nous **déplorons tous aujourd'hui**. Cette situation a fait l'objet d'un compte rendu détaillé dans mon rapport d'activités ainsi que d'un **Sommet spécial du Conseil de paix et de sécurité tenu ici même, il y a deux jours**. Ce Sommet spécial a été d'une importance essentielle pour les perspectives d'une solution pacifique à la crise. Ce Sommet a, en effet, consolidé l'unité de l'Afrique quant à l'objectif et aux voies et moyens d'une telle solution. Un Groupe de haut niveau comprenant des Chefs d'Etat de nos cinq régions ainsi que les Présidents des Commission de l'UA et de la CEDEAO, assisté d'une équipe d'experts, a été constitué pour amener les parties ivoiriennes à se hisser au diapason de leurs responsabilités historiques pour faire prévaloir dans leur pays la démocratie en même temps que la paix.

J'ai également suivi de très près la situation en Tunisie où, après plusieurs semaines de manifestations populaires, le Président Zine El-Abidine Ben Ali a quitté le pouvoir le 14 janvier 2011. [Je déplore profondément les pertes en vies humaines enregistrées lors de ces événements, et j'exprime ma profonde sympathie aux familles des victimes ainsi qu'à tout le peuple tunisien]. La Commission espère que les mesures politiques récemment prises permettront aux acteurs politiques tunisiens de mener à bien une transition démocratique et pacifique culminant avec l'organisation d'élections régulières et transparentes qui permettront au peuple tunisien de choisir librement ses dirigeants.

Toujours dans le nord de l'Afrique, l'Egypte vit une situation que la Commission suit avec la plus grande attention.

### **Monsieur Le Président,**

Je suis heureux de soumettre à l'Assemblée mon rapport couvrant la période allant de juillet à décembre 2010, rapport qui en est à sa sixième édition depuis que je suis à la tête de la Commission de l'Union africaine. Ce rapport publié sous la cote EX.CL/621(XVIII) a été mis depuis quelques semaines déjà à votre disposition ; il a pour objet de rendre compte de manière exhaustive des activités importantes menées par la Commission depuis la tenue des dernières assises du Sommet de Kampala en juillet 2010.

Cette période sous examen a été caractérisée par la poursuite des efforts en vue de la promotion de la paix et de la sécurité, de l'instauration de l'état de droit, du respect de l'ordre constitutionnel. Faut-il rappeler que l'année 2010 a été consacrée «Année de la Paix et de Sécurité en Afrique».

Mon rapport rend amplement compte de la situation aux Comores, au Burundi, au Niger, en RCA, en Côte d'Ivoire, au Liberia, en Guinée Bissau, en Guinée, au Soudan, en Somalie et au Sahara Occidental. Il rappelle également l'opérationnalisation de l'architecture continentale de paix et de sécurité avec notamment le succès de l'exercice Africa-AMANI organisé à Addis Abéba, du 13 au 29 octobre 2010 en vue de tester les capacités opérationnelles de notre force africaine en attente à travers ses cinq brigades régionales. Un rapport séparé portant sur la mise en œuvre de l'année de la paix et de la sécurité vous est soumis.

Mais il *importe* de souligner, s'agissant de la Somalie que la situation dans ce pays demeure toujours préoccupante. Les problèmes rencontrés par l'AMISOM sont réels ; et il faut saluer l'arrivée prochaine du bataillon guinéen *et d'un «Groupement de Forces» ougandais*. D'ores et déjà, la Commission projette avec *le soutien* de l'ONU *et de l'Union européenne notamment*, les phases suivantes du déploiement de l'AMISOM en termes de mandat élargi, d'effectifs accrus à 12 000 hommes dans les tout prochains



mois, d'équipements appropriés, **afin que la fin prochaine de la période transitoire voit la réalisation d'une transformation positive de la situation au double plan politique et sécuritaire.**

Il convient aussi de noter qu'au Soudan, au lendemain du référendum d'auto-détermination pour le Sud-Soudan **dont les résultats sont annonciateurs de nouvelle réalité de grande portée pour tout le Continent** s'ouvre une des phases les plus délicates de l'histoire du pays, de la région et de l'Afrique avec de nombreux défis à relever d'ici à votre prochain Sommet.

Dans ce contexte post-référendaire, il est crucial que la communauté internationale, au premier rang de laquelle l'Union africaine et les Nations unies, redouble d'efforts pour **aider les parties à bâtir ensemble un avenir de paix et de prospérité partagées dont les bienfaits changeront positivement la vie de tous, y compris au Darfour où il est urgent d'instaurer la sécurité et de réaliser un accord politique global.** Je voudrais recommander que votre Conférence salue par l'adoption d'une Déclaration Solennelle les développements historiques en cours au Soudan et rend au Président Omar Hassan al Bashir ainsi qu'au Premier Vice-Président Salva Kiir, l'hommage bien mérité qui leur est dû.

**Monsieur le Président,**

La Commission a poursuivi la mise en œuvre des programmes inscrits au Plan stratégique 2009-2012, plan qui s'articule autour des 4 piliers désormais bien connus: Paix et Sécurité ; Développement et Coopération ; Valeurs Partagées ; et Renforcement des Institutions.

La Commission s'est aussi attelée à promouvoir l'accélération des programmes relatifs **au développement** et à l'intégration régionale, notamment à travers les projets phare d'inter connectivité en infrastructures et en énergie contenus dans le Programme pour le Développement des Infrastructures en Afrique (PIDA), en étroite coopération avec les Communautés économiques régionales (CER) et avec l'appui de nos partenaires internationaux. Au cours de ces derniers mois, de nombreuses initiatives et activités ont également été entreprises pour promouvoir les programmes relatifs à l'éducation, la santé, la culture, la science et la technologie, la promotion du commerce intra-africain, de l'industrialisation et la poursuite des négociations commerciales multilatérales dans le cadre des APE, de l'OMC, l'intensification des consultations en vue de la révision du régime de l'AGOA, la poursuite du renforcement des différents partenariats avec les pays et organisations amis. A cet égard, il conviendrait de mentionner à titre d'exemple le projet de l'Université panafricaine qui avance de façon **très satisfaisante.**

Dans ce registre, rappelons aussi le lancement de la décennie de la femme africaine 2011-2020, la promotion de la santé maternelle, néo-natale et infantile et la création du corps des Jeunes Volontaires de l'Union africaine qui vise la promotion du rôle de la jeunesse dans le processus de développement, pour ne citer que ceux-là.

Je voudrais également mettre un accent particulier sur les initiatives prises pour promouvoir le CAADP, instrument privilégié de l'Union africaine pour développer l'agriculture et assurer la sécurité alimentaire sur le continent. Qu'il me soit permis à ce sujet de féliciter les 22 Etats membres qui ont déjà signé le « Compact CAADP ». J'encourage fortement tous les autres Etats à le faire le plus rapidement possible pour **pouvoir bénéficier pleinement des avantages offerts par le Fonds Mondial. A cet égard, il serait sans doute souhaitable d'entendre à un moment ou à un autre Mme Ngozi Okonjo.**

**Bien qu'encore modestes,** je voudrais saluer aussi les résultats presque, inespérés, du dernier Sommet de Cancun, et me féliciter de la bonne préparation des négociateurs africains sous la houlette de S.E.M. Meles Zenawi, Premier Ministre de l'Ethiopie. La Commission s'engage à suivre la mise en œuvre des décisions prises à ce Sommet en vue de s'assurer qu'elles se traduisent en actions concrètes.

Par ailleurs, permettez-moi de rappeler l'urgente nécessité pour notre continent **d'opérationnaliser les** institutions financières prévues à l'Article 19 de l'Acte constitutif de notre Union à savoir : la Banque africaine d'Investissement (BAI), le Fond Monétaire africain (FMA), et la Banque Centrale africaine (BCA). Il suffit par exemple de 15 ratifications pour que la BAI voit concrètement le jour.

Permettez-moi également de rappeler qu'en juillet 2001 à Lusaka, vous avez eu la grande sagesse d'indiquer que l'organisation continentale soit dotée de sources alternatives de financement, voire d'un financement innovant sans lequel elle serait handicapée structurellement pour accomplir sa mission.

**Monsieur le Président,**

Pour en venir maintenant au thème central que s'est choisi le présent Sommet, à savoir « Des Valeurs partagées pour renforcer l'unité et l'intégration en Afrique », la Commission n'a épargné aucun effort dans le sens d'une préparation minutieuse. La Commission a initié une série de consultations avec différents acteurs concernés, notamment les organisations de la société civile, les femmes, les jeunes et les experts des Etats membres. La Commissaire aux Affaires Politiques, Madame Julia Dolly Joiner vous tracera, dans ses remarques préliminaires lors du Débat sur le Thème du Sommet, les grandes lignes qui nourriront vos discussions.

Au cours de la période sous examen, la Commission a activement préparé et facilité la participation de l'Afrique aux grandes rencontres continentales et internationales sur des sujets d'importance cruciale pour le continent. **Au palmarès** de ces réunions figurent notamment le 2ème Sommet Afrique-Monde Arabe tenu à Sirte en octobre 2010, le 3ème Sommet Afrique-Union européenne qui s'est achevé en novembre 2010 à Tripoli et le Sommet du G20 organisé à Séoul en novembre 2010. Tous ces Sommets ont permis au continent d'exprimer sa volonté de promouvoir le partenariat avec d'autres continents dans un esprit



d'ouverture, d'égalité et de coopération. J'ai bon espoir que la France qui a pris la présidence du G20 permettra à l'Afrique de jouer pleinement son rôle et prendre la place qui lui revient dans ce Forum.

Enfin, je voudrais une fois de plus réitérer l'engagement de la Commission à promouvoir la bonne gouvernance interne et l'amélioration constante de ses performances. Nous nous engageons par ailleurs à continuer à travailler étroitement avec tous les Etats membres, les Organes de l'Union, les CER ainsi qu'avec toutes les autres parties prenantes et nos partenaires afin que les objectifs de l'Union puissent se réaliser dans les meilleures conditions possibles, conformément aux décisions pertinentes de ses Instances dirigeantes. Je reste convaincu du soutien habituel dont bénéficie la Commission de la part de tous nos Etats membres. Ils ne manqueront pas d'accompagner, par leurs contributions multiformes, les efforts que nous déployons en étroite collaboration avec tous les autres organes et acteurs sur le terrain.

**Je vous remercie.**